

CHINE TAIWAN

UN CONFLIT SINO-TAIWANAIS EST-IL ENVISAGEABLE ?

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon (TA) Gilles DARRICAU

**dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique de l'Asie
orientale"**

Directeur : Madame Valérie NIQUET

Avril 2001

UN CONFLIT SINO-TAIWANAIS EST-IL ENVISAGEABLE ?

Sommaire

Partie I :

La situation dans le détroit de Taiwan

Le mythe de la réunification

Taiwan métaphore des dilemmes contemporains

Partie II :

Quels scénarii de reconquête de Taiwan par la RPC ?

Les scénarii militaires envisageables

La diplomatie coercitive

Partie III :

L'équilibre des forces dans le détroit

La stratégie militaire chinoise

Etat de l'armée de la RPC

Les atouts taiwanais

Comparaison des systèmes de forces

Partie IV :

L'incertitude américaine

Les vertus stabilisatrices de la politique américaine

Les implications d'un TMD incluant Taiwan

La perception chinoise de l'engagement américain

UN CONFLIT SINO-TAIWANAIS EST-IL ENVISAGEABLE ?

Table des matières

	PAGE
INTRODUCTION	1
Partie I : La situation dans le détroit de Taiwan	3
1.1 Historique rapide : le mythe de la réunification :	3
1.2 La rupture des années 90	4
Partie II : Quels scénarii de reconquête de Taiwan par la RPC ?	5
2.1 Les scénarii militaires envisageables	5
2.1.1 L'attaque initiale par missiles, aéronefs et forces spéciales	5
2.1.2 L'assaut aéroporté sur un port ou un aéroport	8
2.1.3 L'assaut amphibie	10
2.1.3.1 Ses fondamentaux	10
2.1.3.2 L'hypothèse de l'action amphibie	11
2.1.3.3 la combinaison d'un assaut amphibie et aéroporté	14
2.1.4 La frappe paralysante	15
2.2 La diplomatie coercitive	16
2.2.1 La diplomatie des fusées	16
2.2.2 La diplomatie du blocus	17
Partie III : l'équilibre des forces dans le détroit	19
3.1 La stratégie militaire chinoise	20
3.2 Etat de l'armée chinoise	21
3.2.1 Evolution de sa doctrine	21
3.2.2 Evolution de ses structures	23
3.3 Les atouts taiwanais	24
3.4 Comparaison des systèmes de force	24
3.4.1 Les armées de terre	24
3.4.2 Les forces de missiles	26

3.4.3 Les armées de l'air	26
3.4.4 Les marines	28
3.4.5 Les systèmes de renseignement	29
Partie IV : L'incertitude américaine	31
4.1 Les vertus stabilisatrices de la politique américaine	31
4.2 Les implications d'un TMD incluant Taiwan	33
4.2 La perception chinoise de l'engagement américain	34
Conclusion	36
Annexe 1	38
Annexe 2	41
Références bibliographiques	42

La prise de fonction de G.W. Bush comme président des Etats-Unis ouvre à plus d'un titre une période charnière pour les relations entre la République Populaire de Chine et la République de Chine. C'est l'occasion pour la première puissance mondiale d'affirmer, puis de traduire dans les faits, une nouvelle politique à destination d'un continent au cœur de ses préoccupations et d'un « pays-continent » qu'elle sent émerger comme grande puissance du XXI^e siècle.

En même temps, il appartient aux Etats-Unis, comme c'est l'usage chaque année, de réexaminer avec Taiwan les besoins de cette dernière en matière d'armements. Il lui faudra en particulier trancher en avril le débat de l'équipement des forces armées taiwanaises avec le système AEGIS.

Depuis plus d'un demi siècle maintenant, les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan ont été marquées par la résurgence d'une question à la fois ancienne et récente. Ancienne, car Taiwan est entrée dans la sphère d'intérêt chinoise quand les Mandchous l'ont conquise au 17^e siècle pour y étouffer les prétentions de restauration de la dynastie Ming. Récente, car en 1942 et en pleine occupation japonaise, alors que les liens se sont distendus, ni le Kuo Ming Tang ni le Parti Communiste Chinois ne réclament le retour de l'île à la Chine.

Aujourd'hui, Taiwan demeure une anomalie. Plus de dix ans après la chute du mur de Berlin, elle reste avec son voisin coréen le seul Etat encore divisé par une fracture héritée de la guerre froide. Les

dimensions de la zone y sont très restreintes. Mais, les enjeux territoriaux y sont sans rapport avec les enjeux pour une puissance chinoise en pleine affirmation. La question récente du Theater Missile Defense américain, la concentration d'armements et d'armées au potentiel considérable sur un espace très contraint conduisent à s'interroger sur cette anomalie et son avenir. Moins de cinquante ans après les actions militaires chinoises sur Quemoy et Matsu, peu après qu'à travers les démonstrations de force chinoise puis américaine, une crise ait démontré la probabilité d'une action militaire, les interrogations restent nombreuses sur la situation dans le détroit.

Une action militaire chinoise est-elle envisageable ? Comment le facteur temps joue-t-il pour des acteurs qui consacrent encore une grande part de leur richesse nationale à se doter de forces armées puissantes ?

Au delà de la rhétorique des parties en action dans la zone, l'examen des forces militaires en présence, de leur potentiel et d'autre part du jeu de la première puissance mondiale dans la région doivent permettre de répondre à ces questions

Même en considérant l'avantage quantitatif chinois sous son aspect le plus favorable, la RPC ne paraît pas en mesure de menacer militairement Taiwan à l'horizon des dix prochaines années. Les conséquences politiques d'une telle entreprise, malgré une rhétorique parfois très violente, pourraient se révéler d'autant plus dramatiques pour le régime communiste que l'incertitude demeure sur la position américaine.

Un rapide historique du demi-siècle de séparation permet de mieux percevoir les enjeux en cause et la manière dont ils ont pu récemment évoluer, notamment par rapport à l'hypothèse d'un conflit (1).

L'étude des modes d'action auxquels la Chine pourrait raisonnablement recourir (2), leur rapprochement avec les moyens militaires disponibles rendent très hypothétique l'éventualité d'une action militaire chinoise dans les dix années à venir (3).

Enfin, si la politique américaine dans la région continue d'avoir des vertus stabilisatrices, elle ne manque pas de susciter dans ses évolutions les plus récentes une grande incompréhension de Pékin (4)

1.LA SITUATION DANS LE DETROIT DE TAIWAN

1.1.Historique rapide : le mythe de la réunification

De part et d'autre du détroit, le mythe de la réunification a été le ciment des sociétés et des régimes en place de 1949 au début de la dernière décennie. La fiction d' « une seule Chine » a assuré la stabilité aux relations inter-détroit pendant une génération.

Historiquement, la division à travers le détroit est pourtant très ancienne. Quand, à partir du 17^e siècle, les Mandchous vont conquérir l'île pour mettre fin à une tentative de restaurer la dynastie Ming sur le continent depuis Taiwan, ils ne chercheront jamais à en contrôler plus que son versant occidental.

Même si les liens culturels ne vont cesser de se renforcer entre les deux rives, un demi-siècle d'occupation japonaise va suffire pour aboutir à une quasi-rupture jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. Pendant cette dernière, il est d'ailleurs remarquable de noter que ni le Guomindang ni le Parti Communiste Chinois ne songeront à réclamer le retour de Taiwan à la Chine. Ainsi, en 1945, cette dernière reprend-elle le contrôle d'une île qu'elle a négligée jusque dans un passé très récent.

Pourtant, pendant une période d'environ quarante ans et jusqu'aux évolutions politiques et sociales les plus récentes des deux côtés du détroit, le mythe de l'unité servira de base aux politiques entre les deux rives. Rien mieux que le communiqué américain de 1972 ne donne forme à ce mythe en affirmant: « les Etats-Unis reconnaissent que tous les Chinois, de part et d'autre du détroit de Taiwan, estiment qu'il

n'existe qu'une seule Chine et que Taiwan est une partie de la Chine ». Le mythe justifiera l'autoritarisme taiwanais jusqu'à la levée de la loi martiale en 1987 et rassurera une Chine continentale secouée par des tourmentes internes.

Malgré la rupture du statu quo en 1995-1996, les politiques des uns et des autres continueront à buter sur l'interprétation d'un principe, « une Chine , deux systèmes », qui avait fait l'objet d'un consensus relatif en 1992.

1.2.La rupture des années 90 ou la métaphore des dilemmes contemporains

La démocratisation, l'apparition d'une élite taiwanaise de souche, le développement de l'économie taiwanaise et des échanges entre les deux rives ont conduit à une indépendance de facto de Taiwan. La tendance à l'escalade verbale est désormais certaine. La question taiwanaise est dès lors devenue la « métaphore des dilemmes contemporains (mondialisation/nationalisme) ⁽¹⁾ ».

A partir de 1996, avec la naissance d'un fort mouvement identitaire taiwanais de souche et l'apparition de nouvelles élites, l'évolution interne de l'île voit naître le contre mythe de l'indépendance. Avec les dernières élections présidentielles remportées par le parti indépendantiste, ce courant accède au pouvoir. Est ainsi consacrée une identité proprement taiwanaise. Taiwan définitivement démocratisée, économiquement puissante, dotée d'une armée forte et moderne ressemble de plus en plus à un Etat qui ne dit pas son nom.

Simultanément, les interdépendances croisées ne vont cesser de se renforcer, à la fois cause et conséquence des rapports inter détroit. Malgré leur déséquilibre relatif, les échanges commerciaux sont florissants. Entre 1987 et 1994, les échanges indirects seront multipliés par dix au point que Taiwan devienne le quatrième partenaire économique de la Chine après le Japon, Hongkong et les Etats-Unis.

Le paradoxe est donc certain entre d'un côté des économies interdépendantes et d'un autre côté l'affirmation constante d'un irrédentisme ardent.

Le temps travaille certes pour les deux entités, qu'elle soit de facto constituée en Etat indépendant ou qu'elle s'affirme chaque jour

(1) MANNING Robert A., *Washington-Pékin-Taïpei : le triangle de verre*, in *Politique Internationale*, 2000, n° 88.

davantage comme une puissance économique politique et diplomatique. Pourtant, l'escalade verbale demeure avec les références aux « les relations spéciales d'Etat à Etat »⁽²⁾ et le rappel fréquent des propos du fondateur de l'ALP : « tant que Taiwan n'est pas libéré, l'humiliation historique de peuple chinois ne sera pas lavée ; tant que la mère patrie n'est pas réunifiée, la mission de nos forces armées populaires ne sera pas remplie »⁽³⁾.

Dans ce contexte, l'éventualité d'un conflit entre les deux entités n'est jamais à exclure.

2. QUELS SCENARII POUR UNE CONQUETE DE TAIWAN ?

L'examen des différents scénarii possibles et des capacités chinoises actuelles démontre que Pékin sera incapable de mener une entreprise de force vers Taiwan dans la décennie à venir.

Mais, d'autres scénarii, du blocus jusqu'à la frappe paralysante, en passant par les tirs de missiles ne semblent pas davantage à la portée de la Chine continentale dans les dix années à venir.

2.1. Les scénarii militaires envisageables

2.1.1. L'attaque initiale par missiles, aéronefs et forces spéciales

La supériorité chinoise est certaine dans le domaine balistique. Cependant, la faible capacité chinoise à mener une frappe de précision

à grande échelle, les performances de l'armée de l'air chinoise et de réels doutes sur la capacité à intégrer et synchroniser frappes par missiles, aéronefs et forces spéciales jettent le doute sur la faisabilité d'une telle action.

⁽²⁾ Président taiwanais M.Lee dans une interview à une télévision allemande en juillet 1999.

⁽³⁾ Cité par exemple avant les tirs de missiles chinois de 1996 par le ministre de la défense Chi Haotian.

Le domaine balistique est incontestablement parmi les éléments les plus révélateurs de la puissance chinoise. A cet égard, la crise du détroit en 1995-1996 a démontré que la Chine considérait sa force de SRBM (Short Range Ballistic Missiles) conventionnels comme un moyen d'action dans l'équation taiwanaise. Dans la région, cette maîtrise constitue réellement le fondement principal de sa puissance, notamment vis à vis d'autres puissances régionales, comme l'Inde par exemple.

Les moyens balistiques de la Chine sont nombreux. Récemment, ils ont été partiellement redéployés dans le sud-est du continent pour faire directement face à Taipei. Dans un récent article M. O'Hanlon les évalue ainsi à environ 200 déjà déployés avec une estimation probable de 50 missiles supplémentaires par an ⁽⁴⁾. Pour sa part, le *Annual report on the military power of the PRC 2000* rappelle qu'un régiment de CSS-6 (missile à carburant solide, délivrant une charge de 500 kg sur 600 km) est déployé dans le sud-est du pays.

Pourtant, la capacité de frappe chinoise paraît encore limitée par les caractéristiques mêmes de ces armes dont la précision est évaluée à 300 mètres environ et l'absence d'existence de sous-munitions à même d'obtenir sur un site unique un effet de neutralisation. La mise hors service d'une piste d'aérodrome, compte tenu de ces restrictions, imposerait donc le tir de près d'une centaine d'entre eux pour espérer une réelle efficacité .

L'engagement d'une vaste flotte d'aéronefs dans un raid massif vers l'île pourrait être plus efficace dans ce type d'entreprise. Pourtant, l'état actuel du potentiel aérien chinois rend peu probable cette éventualité.

En effet, cette dernière impose un effet de surprise total afin d'éviter que l'île ne dispose des délais pour mobiliser ses nombreux réservistes. Or, la nécessaire concentration des aéronefs continentaux vers les régions les plus proches de Taipei (compte tenu des rayons d'action des chasseurs) paraît impossible. De plus, il faudrait alors envisager

⁽⁴⁾O'HANLON Michael, *Can China conquer Taiwan*, Fall 2000 issue of *International Security*, Brookings Institute, July 2000.

qu'une telle armada soit à même de vaincre une défense aérienne (tant à terre qu'à bord des bâtiments de surface, estimés à plus de 30, ou de la cinquantaine d'embarcation équipée de missiles mer-air), dont on verra ultérieurement qu'elle est un des points d'excellence des forces armées taiwanaises.

Mais surtout, le rythme d'entraînement de l'armée de l'air chinoise révèle qu'elle est incapable d'organiser quotidiennement plus d'une centaine de sorties aériennes. Or, bien que les sorties quotidiennes aient été bien plus nombreuses pendant l'offensive aérienne de l'opération Desert Storm, les aéronefs irakiens n'ont jamais cessé de survoler leur territoire.

Enfin, même à imaginer qu'elle y parvienne, les systèmes d'armes dont elle dispose rendraient aléatoire une telle action. Son sous-équipement notoire en bombes guidées laser lui imposerait de recourir à plus de 30 avions pour neutraliser une seule piste. D'autre part, Taiwan a désormais consenti un effort considérable de durcissement de ses infrastructures aériennes sensibles en protégeant près de 60% de ses aéronefs au sol contre toute munition autre que laser. La Chine serait donc contrainte à recourir au vol basse altitude pour l'infiltration, méthode à laquelle ses pilotes sont fort peu formés, eux qui ne s'entraînent plus d'une à deux fois par semaine.

Un rapide calcul rapprochant le nombre d'avions disponibles, celui nécessaire à la neutralisation d'une piste, les munitions utilisables conduit ainsi M. O'Hanlon à estimer la capacité chinoise à neutraliser au mieux les trois ou quatre bases taiwanaises où les aéronefs les plus performants sont basés.

L'attaque de forces spéciales contre des bases et aéronefs taiwanais paraît tout aussi aléatoire malgré le nombre élevé d'agents probablement déjà infiltrés. L'observation de l'expérience américaine au Vietnam est là aussi instructive. La première armée du monde y perdit plus de quatre cents avions de transport dans les phases de mise en place. De plus, la vigilance des systèmes de défense taiwanais et l'absence dans l'histoire militaire moderne d'une aussi vaste entreprise achèvent de jeter le doute sur le scénario.

Enfin, attaquer simultanément par missiles, aéronefs et forces spéciales nécessite une intégration et une coordination dont la PLA est très certainement incapable. Les derniers documents doctrinaux chinois livre blanc de février 2000, notamment évoquent certes cette nécessité. Pourtant, de graves lacunes doctrinales et tactiques demeurent dans ce domaine. Les moyens d'observation en temps réel, les moyens de surveillance, les moyens de commandement et de contrôle dans un environnement interarmées sont quasiment inexistantes. Les exercices interarmées sont exceptionnels. Leur scénario reste bien souvent écrit d'avance et jamais contrôlé au niveau du théâtre.

Ainsi, la capacité chinoise à contrôler une espace de bataille multidimensionnel et interarmées demeure très limitée.

2.1.2.L'assaut aéroporté sur un port ou un aéroport

De nombreux experts considèrent que la faiblesse relative de la protection des ports et aéroports taiwanais a ouvert à Pékin une fenêtre d'opportunité certaine. Pourtant, l'examen des récentes opérations de ce type, celui des moyens aériens dont dispose la Chine (transport, frappe et guerre électronique), et sa faible capacité à renforcer un dispositif aéroporté rendent improbable toute action de ce type.

Les données théoriques réglementaires disponibles dans les armées occidentales et l'expérience des vingt dernières années enseignent un certain nombre de constats incontournables.

Pour contrôler port ou aéroport, un volume d'environ une brigade légère est nécessaire. L'exemple des nombreuses opérations au Panama, au début de la décennie 80, révèle que sont indissociables d'une action de cette envergure la supériorité aérienne, la capacité de combattre de nuit, les appuis sol-sol puissants et, surtout, l'aptitude à renforcer rapidement le harpon projeté sur le point d'entrée, afin d'y acquérir un rapport de force favorable.

Sans supériorité aérienne, le taux d'attrition dans l'armée de l'air chinoise pourrait être évalué à 35% environ (taux constaté dans les forces irakiennes pendant Desert Storm).

Au surplus, au sommet de l'effort de projection de ses moyens vers l'Arabie Saoudite, l'US Air Force n'est parvenue à projeter vers le Golfe plus d'un équivalent de 1000 hommes / jour sur un site aéroportuaire et, initialement, 8000 tonnes de matériels sur un port majeur.

Qu'en est-il donc de l'hypothèse d'une action aéroportée sur l'île taiwanaise ?

Pékin peut instantanément aérotransporter, tous moyens aériens réunis, un volume de 2 brigades parachutistes. Simultanément, et comme précédemment évoqué, la faiblesse de ses moyens aériens de précision, la faiblesse de ses systèmes de guerre électroniques lui interdiraient de détruire la défense sol-air de l'île ou d'acquérir la maîtrise du ciel. Taipei resterait donc certainement en mesure d'abattre, même après des frappes préemptives efficaces, des aéronefs chinois de transport, très lents, peu manœuvrables et sans défense.

Même à imaginer que Pékin parvienne à saisir localement et temporairement aéroport ou port, il lui resterait alors difficile de renforcer son dispositif à un rythme plus élevé que les Etats Unis dans le Golfe.

Un renforcement par voie maritime ne lui assurerait plus de 5.000 tonnes initiales alors que la supériorité aérienne taiwanaise

incontestable permettrait à l'île d'interrompre à tout moment le processus de renforcement en cours.

Ainsi donc, après avoir saisi port ou aéroport, les troupes chinoises ne pourraient sans doute concentrer en 72 heures plus de 20.000 hommes sur l'île. Simultanément, fort d'un excellent maillage routier, Taiwan en concentrerait environ cinq fois plus. Un tel rapport de force, inverse de celui requis dans une action aéroportée offensive, ne laisserait que quelques jours aux troupes chinoise avant une défaite inéluctable et sévère.

2.1.3.L'assaut amphibie

L'évidence de l'insularité taiwanaise, l'expérience des périodes de tension les plus vives, le recours fréquent de Pékin dans ses manœuvres à un tel scénario conduisent de nombreux observateurs à évoquer cette hypothèse parmi les plus probables.

Il peut alors être intéressant d'examiner, au travers des doctrines américaine ou française et des capacités chinoise et taiwanaise, la probabilité de survenue de ce scénario.

2.1.3.1.Ses fondamentaux

L'histoire de la deuxième moitié du vingtième siècle, la doctrine nord-américaine enseignent qu'une opération amphibie repose **sur trois facteurs essentiels** : acquisition de la supériorité aérienne par l'attaquant ; recours à la manœuvre et à la surprise afin de pouvoir débarquer les troupes en un lieu où il sera possible d'obtenir un rapport de force et une puissance supérieurs ; enfin, sur le point d'entrée ou de débarquement, l'envahisseur doit pouvoir concentrer des troupes à une cadence supérieure à celle à laquelle le défenseur pourra y acheminer des renforts.

Côté français, dans le récent concept national des opérations amphibies (juin 1997) et au-delà des considérations purement nationales, sont soulignés :

- leur caractère interarmées ; une sensibilité extrême aux aléas météorologiques les rendent complexes et aléatoires (voir à ce propos l'opération Overlord sur les côtes normandes en juin 1944) ;
- le possible recours, dans la phase de renforcement ultérieur, à des moyens civils d'acheminement ;
- la nécessité d'un rapport de force local de quatre contre un sur le lieu de débarquement de la première vague ;
- **quatre facteurs de succès majeurs** sont retenus : obtention, même temporaire, de la liberté d'action maritime, aérienne et terrestre ; rapidité d'exécution de la manœuvre ; réduction de la vulnérabilité des unités employées notamment par la surprise ; interopérabilité des systèmes d'information et de commandement des acteurs de l'opération.

Les documents complémentaires et internes au collège interarmées de défense vont même jusqu'à suggérer que deux questions liminaires doivent impérativement être résolues auparavant: une telle opération est-elle réalisable ? Est-elle indispensable ?

Enfin, un document de synthèse de l'armée britannique rédigé peu après le conflit des Falkland achève de souligner l'importance des points ici évoqués, fort d'une expérience unique d'opération amphibie à l'ère des missiles ⁽⁵⁾.

2.1.3.2.L'hypothèse de l'assaut amphibie

L'examen des capacités chinoises nécessaires à une action amphibie conduit à estimer que, même si Pékin parvenait à saisir une tête de pont, la RPC ne parviendrait à y obtenir un rapport de force favorable. Après analyse des capacités chinoises au filtre des facteurs de succès recensés par le concept français, il apparaît que la Chine ne maîtrise les éléments nécessaires au succès d'une opération amphibie.

Obtention de la liberté d'action maritime, aérienne et terrestre ?

La liberté d'action résulte au plan tactique ou opératif de plusieurs facteurs que la RPC ne semble pas actuellement maîtriser.

En premier lieu, ses capacités de transport par voie maritime sont en

⁽⁵⁾Sources : concept national des opérations amphibies (instruction interarmées n° 644/DEF/EMA/EMPL.1/DR du 10 juin 1997) ; fascicule n°5 du collège interarmées de défense, cellule enseignement opérationnel, *Les actions particulières*

extrêmement réduites. Avec près de 70 bâtiments amphibies, elle ne peut déployer plus de 10.000 à 15.000 hommes équipés d'environ 400 véhicules blindés quand une projection aérienne stratégique mobilisant l'ensemble de ses moyens de transport lui permettrait de renforcer l'échelon maritime avec 6.000 hommes supplémentaires environ.

L'hypothèse souvent évoquée de recours à la flotte de pêche pour transporter le complément de troupes terrestres semble à peine sérieuse. Ces navires ne sont pas à même de transporter les matériels lourds indispensables dans une action offensive de ce type. Ils ne peuvent embarquer les barges de débarquement nécessaires après le départ des navires amphibies. Enfin, ils ne savent pas davantage faire face aux moyens de défense taiwanais, aéronefs, patrouilleurs légers, mines ou moyens d'artillerie côtière.

La question de la supériorité aérienne a déjà été évoquée précédemment sans qu'il soit ici nécessaire d'y revenir. Il est en revanche intéressant de rappeler quelques éléments constatés lors du conflit des Falkland où, malgré l'incapacité des argentins à mener des missions à basse altitude, la marine britannique n'en perdit pas moins de 5 à 15% de ses navires. Les pertes chinoises seraient sans doute bien plus importantes face à une flotte d'avions modernes et à une capacité anti-navire bien plus développée. D'autre part, faiblement équipée en munitions de précision, l'armée de l'air chinoise ne serait

pas en mesure de ralentir le trafic routier de l'île, et donc l'acheminement des renforts. En deux journées, l'armée de terre pourrait ainsi déplacer sans difficulté sur l'intérieur du théâtre plus de 100.00 hommes vers un point où il serait nécessaire d'y concentrer des moyens humains.

La liberté d'action terrestre paraît bien plus aléatoire encore. Les forces taiwanaises rapportées à la surface à défendre permettraient à Taipei d'aligner près de 1.000 combattants par kilomètre de côte. Sur une bande côtière de 10 à 15 kilomètres Taiwan pourrait ainsi déployer plus de troupes que la Chine ne peut en projeter avec la totalité de ses moyens amphibies.

De plus, avec deux brigades aéroportées et une brigade légère blindée en cours de constitution, les capacités taiwanaises de réaction rapide restent bien supérieures à celle du continent alors incapable de concentrer rapidement des éléments terrestres en un lieu pour y obtenir un rapport de forces localement favorable.

Rapidité d'exécution de la manœuvre ?

Le détroit de Taiwan mesure 100 nœuds de largeur et pourrait être franchi en une demi-journée de mer environ. Si l'on considère le périmètre de l'île, 300 nœuds environ, c'est donc près d'une journée qui serait nécessaire aux moyens amphibies chinois pour pouvoir investir des lieux de débarquement également répartis sur les côtes.

Dans les mêmes délais, tout en conservant à hauteur des sites de débarquement les plus favorables des éléments plus importants, Taiwan pourrait, en ne mobilisant que 20% de ses troupes terrestres, conserver sur l'intégralité du périmètre de l'île un rapport de forces interdisant à l'envahisseur d'établir un semblant de tête de pont.

Réduction de la vulnérabilité des unités employées notamment par la surprise ?

Il est certain que Taiwan ne possède pas de système de communication intégré lui permettant un usage systématique de ses moyens de veille et de renseignement. Pourtant les délais de mer

précédemment évoqués et la redondance des moyens de surveillance côtière de Taiwan interdiraient probablement à la Chine de profiter d'un quelconque effet de surprise.

Mais au-delà, la vulnérabilité des moyens terrestres chinois serait grandement augmentée par la faiblesse et l'inefficacité relative de l'artillerie navale peu volumineuse et de petit calibre. D'ailleurs, dans une récente analyse, l'US Navy estimait que la Chine ne pourrait appliquer de feux significatifs pour une opération amphibie.

Interopérabilité des systèmes d'information et de commandement des acteurs de l'opération ?

Comme le rappelait récemment le Pentagone, la Chine n'a jamais mené d'exercice amphibie de grande échelle et totalement coordonné avec des actions aériennes et aéroportées. De plus, hors des cercles des éléments de réaction rapide, les savoir-faire interarmées restent exceptionnels.

En évaluant très raisonnablement à partir d'exemples historiques les pertes probables chinoises pouvant résulter de la combinaison d'actions taiwanaises de minage, de défense aérienne, de défense côtière (air, missiles, terrestre), M. O'Hanlon parvient même à affirmer que la Chine perdrait près de 20% de ses forces dans la seule approche de l'île. Ne débarquant alors de renforts qu'à un rythme de 3 à 4.000 hommes supplémentaires par jour après un assaut initial ayant permis d'en débarquer 2.000, la Chine ne saurait résister à un défenseur acheminant ses renforts à un rythme cinq fois supérieur au sien.

2.1.3.3. La combinaison d'un assaut amphibie et aéroporté

La faible capacité chinoise à coordonner ce type d'action et la meilleure aptitude taiwanaise à renforcer son dispositif menaceraient le succès d'une telle entreprise.

En additionnant les capacités de projection amphibie et aéroportée chinoise en les pondérant par les taux d'attrition probables, les calculs

les plus optimistes conduisent à estimer qu'instantanément, la RPC pourrait déployer 4.000 hommes en 3 jours. Ceux-ci pourraient être renforcés au mieux de 10.000 le jour suivant.

Pourtant, dans cette entreprise, la Chine ne saurait bénéficier de la supériorité aérienne. Or, celle-ci serait indispensable pour ralentir, par des actions aériennes sur l'axe Nord-Sud Chongsham, l'acheminement des renforts taiwanais. L'avantage quantitatif est certain pour la Chine et se maintiendra au delà de 2005. Mais, la qualité des aéronefs et systèmes d'armes taiwanais embarqués plaide pour l'île et l'efficacité du système de défense aérienne de l'île.

Autre obstacle, d'ailleurs déjà évoqué, et toujours valable dans le cas d'une action combinée, la faible capacité chinoise à coordonner des opérations militaires interarmées à large échelle resterait rédhibitoire.

Seule l'hypothèse d'une action aux buts militaires plus réduits pourrait mettre en danger les défenses taiwanaises. Cela constituerait un mode d'action mieux adapté aux moyens chinois. La RPC pourrait par exemple procéder à la saisie de gages partiels avec une action amphibie et aéroportuaire limitée sur les îles de Quemoy et/ou Matsu. Sur ces îles où Taipei n'entretient que des forces limitées (4.000 hommes sur la première, 10.000, sur la deuxième), Pékin trouverait là des objectifs d'autant plus à sa taille que Taiwan devrait, pour déployer des renforcements, accomplir une distance supérieure à celle parcourue par Pékin pour projeter les siens.

2.1.4. La frappe paralysante

Dans un récent article de la revue politique internationale Robert A. Manning ⁽⁶⁾évoque ce scénario comme l'un des plus fascinant et les plus troublants. Profitant de l'impulsion électromagnétique due à une explosion nucléaire à haute altitude, Pékin parviendrait à neutraliser l'infrastructure taiwanaise de communications. Immédiatement après, La Chine profiterait de la fenêtre ainsi ouverte pour lancer une attaque missiles massive sur les défenses aériennes, les systèmes radars, les postes de commandement, ports et aéroports principaux.

Sans avoir engagé le moindre combattant terrestre en dehors de forces spéciales saisissant les points clés du pays, la Chine parviendrait ainsi à gagner un conflit sans livrer bataille.

D'autre part, les Etats-Unis dont les troupes terrestres sont stationnées trop loin pour renforcer à temps le dispositif taiwanais seraient

(5) **MANNING** Robert A., *Washington-Pékin-Taïpei : le triangle de verre*, in *Politique Internationale*, 2000, n° 88.

confrontés au cruel dilemme d'un usage peu habituel de l'arme nucléaire.

Quoiqu'il en soit, la Chine ne possède actuellement les moyens de mener une telle guerre asymétrique. Seuls les Etats-Unis ont jusque là su la mener dans les Balkans et éventuellement dans le Golfe Persique. Mais, particulièrement frappée par l'exemple du Kosovo et la destruction de son ambassade à Belgrade, la Chine travaille déjà à la construction de cette capacité qu'elle pourrait maîtriser d'ici une dizaine d'années.

22.La diplomatie coercitive

Fort de la maîtrise incontestable de certains domaines militaires, missiles balistiques ou moyens sous-marins, la Chine a développé des moyens considérables. Elle a d'autre part expérimenté lors de crises précédentes des procédés d'action qui, associés à une diplomatie efficace, ne manqueraient pas d'exercer un effet dissuasif incontestable sur la volonté taiwanaise de résister.

2.2.1.La diplomatie des fusées

Ce domaine constitue traditionnellement un pôle d'excellence chinois. En 1995-1996, la crise dans le détroit a par ailleurs démontré la vulnérabilité taiwanaise face à ce type de menace.

Or, pendant dix ans au moins, Taiwan ne sera pas dotée d'un système efficace de défense antimissiles. De plus, d'ici 2005, aidée par des

techniciens russes, la Chine pourrait mettre au point des missiles incluant des technologies de haute précision et contre lesquels certains spécialistes notent même que le plus performant des systèmes antimissiles serait totalement inefficace (durée de vol de tels missiles entre le continent et l'île oblige).

Si dans l'état actuel de la flotte chinoise de missiles une attaque massive ne suffirait à emporter la décision, la modernisation en cours pourrait se révéler décisive.

Mais à ce stade du développement du projet américain, les incertitudes sur les coûts, l'efficacité et les zones incluses dans le réseau sont trop nombreuses pour pouvoir se prononcer définitivement sur l'hypothèse. Il est néanmoins incontestable que le projet et les liens politiques qu'il établirait entre Taipei et Washington changeraient la dimension de la question ici étudiée. Une réponse à celle-ci est d'ailleurs ébauchée dans la dernière partie du mémoire.

Quoiqu'il en soit et au-delà de la nouvelle donne géopolitique qu'imposerait le TMD, une offensive chinoise par missiles ne signifierait-elle pas aussi l'aveu d'une forme de faiblesse d'un continent n'ayant pas la plénitude des moyens nécessaires à une victoire militaire.

2.2.2.La diplomatie du blocus

Le scénario d'un blocus naval destiné à affaiblir la puissance économique taiwanaise est sans doute le plus probable. La vulnérabilité de l'île est en effet considérable, quand elle dépend de ses exportations, notamment vers la Chine, ou quand elle importe chaque jour l'équivalent de 250.000 barils de pétrole. De plus, ses ports les plus exposés à une action de blocus, Kaohsiung Harbor et Taichung situés tous deux sur la côte ouest, représentent à eux deux près de 75% du commerce de l'île.

Les formes revêtues par un blocus pourraient être multiples, sans néanmoins devoir aller jusqu'à un blocus total, d'ailleurs fort peu probable. Fort d'une capacité de minage équivalente à celle des

irakiens lors du conflit du Golfe (dont on se souvient qu'elle était, par exemple, parvenue à interdire tout débarquement aux américains), les effets pourraient être considérables.

Des actions sous-marines de minage occasionnel contre des cargos, éventuellement associées à des attaques préalables par voie aérienne, missiles ou forces spéciales suffiraient alors. Introduire un risque dans les mouvements maritimes hors ou vers l'île permettrait de ce fait d'exercer une pression considérable sur celle-ci.

La Chine tirerait profit de trois conditions extrêmement favorable : une côte taiwanaise limitée qui contraindrait les navires à utiliser les quelques rares routes maritimes ; la vulnérabilité au blocus d'une île qui ne possède d'autre issue pour ses échanges que les voies maritime ou aérienne ; la faible capacité taiwanaise en sous-marins et aéronefs à long rayon d'action à même de mener des actions de contre blocus contre le continent.

Pourtant, à défaut de posséder les moyens de s'opposer pleinement à une telle entreprise continentale, Taiwan ne manquerait pas de réagir par des mesures susceptibles d'endurer provisoirement le blocus : rationnement en carburant et biens de consommation, utilisation plus intensive de ses facilités portuaires orientales. De plus, l'île améliorerait sans doute sa résistance par l'utilisation de son abondante flotte de petits navires pour charger et décharger les marchandises.

Les moyens militaires chinois susceptibles de participer au blocus restent d'autre part limités. A l'exception de ses neufs sous-marins les plus modernes et récemment acquis, rares sont les sous-marins chinois possédant des missiles de croisière anti-surface ou une capacité à mener des actions de plongée dans la durée. Enfin, comme nous l'avons déjà souligné, la capacité chinoise à mener des opérations de blocus coordonnées avec des moyens aériens et /ou de surface demeure tout aussi limitée.

Toutefois, plus importante que l'incertitude sur l'issue militaire d'une telle confrontation entre la Chine et Taipei, surgirait une question plus cruciale encore. Quelle serait la réaction américaine face à une crise qui, comme celle des missiles en 1995-1996, lui laisserait les délais

nécessaires pour acheminer des moyens en renfort de la marine taiwanaise ? Quand serait menacée ce qui constitue sans doute une des constantes de la stratégie américaine depuis plusieurs décennies, à savoir la liberté de naviguer et la sécurité de ses approvisionnements par voie maritime, il est fort probable que les Américains ne resteraient ni silencieux ni inactifs.

Demeure néanmoins toujours l'interrogation sur la détermination

américaine à « sacrifier Los Angeles pour Taipei » ? ⁽⁷⁾

Ainsi, au total, et même en considérant tous les aspects du problème sous un angle favorable à Pékin, au plan quantitatif notamment, la Chine ne semble pouvoir mener victorieusement, dans la décennie à venir, une invasion de Taiwan. Même si le continent déclençait une attaque surprise en combinant les effets de frappes aériennes, missiles, forces spéciales, aéroportées et amphibies, Taiwan parviendrait sans doute encore à renforcer ses moyens de défense à un rythme supérieur à celui auquel Pékin renforcerait une éventuelle tête de pont.

Les effets sur l'économie de l'île seraient certes considérables mais, politiquement, les risques auxquels le régime de Pékin s'exposerait ne seraient pas moins importants.

Les arsenaux en présence, les efforts de modernisation des armées des deux côtés du détroit ne manquent néanmoins pas d'inquiéter.

3.L'EQUILIBRE DES FORCES DANS LE DETROIT

Certes une comparaison purement statistique entre les différents systèmes et matériels de Pékin et Taipei ne saurait suffire pour apprécier l'équilibre des forces dans le détroit. Néanmoins, à la lumière des deux derniers rapports annuels publiés par le Congrès américain sur les deux armées chinoises et taiwanaises, l'examen des tendances dans le rapport des forces et l'étude, même sommaire, des évolutions doctrinales chinoises permettent de mieux établir l'état des lieux militaire.

Or, à cet égard, non seulement la révolution dans les affaires militaires en cours et les tendances économiques plaident pour Taipei, mais encore il apparaît que ce n'est que vers 2010 que Pékin aura probablement remédié à ses faiblesses majeures.

(7) Propos du chef du renseignement militaire chinois, le général Xiong Guankai, devant le secrétaire adjoint à la Défense de la première administration Clinton, Chaz Freeman.

3.1.La stratégie militaire chinoise

Tirant les enseignements des récents conflits (Golfe, Kosovo) et cherchant à s'imposer comme puissance régionale, la Chine tente avant tout de préserver ses intérêts stratégiques à Taiwan et en mer de Chine méridionale. Ses efforts tendent à privilégier la capacité de projection, la modernisation et la réduction du format.

La doctrine militaire chinoise est très clairement hiérarchisée entre grande stratégie, stratégie de sécurité et stratégie militaire.

Le premier but affirmé de la **grande stratégie** chinoise est de se situer clairement parmi les grandes puissances. La Chine se compare à celles-ci en considérant qu'elle aura acquis un rang de puissance moyenne d'ici 2050.

Si la prééminence des questions économiques est nettement marquée, les questions de défense sont considérées comme un complément indispensable pour préserver les intérêts nationaux, notamment dans la région. Les éléments constitutifs de la puissance d'influence (soft power : politique, culture, éducation...) doivent ainsi chercher des synergies avec les éléments constitutifs de la puissance traditionnelle (hard power : ressources naturelles, forces armées, sciences et technologies...).

Dans ce contexte général, la Chine perçoit les efforts américains dans la région, à travers le projet de défense balistique étendu à Taipei (Theater Missile Defense), comme une tentative de maintenir un monde unipolaire dans la région.

Sa **stratégie de sécurité** vise, au niveau régional, à s'affirmer comme une puissance prééminente de l'Asie orientale pour parvenir à préserver ses intérêts stratégiques à Taiwan, en mer de Chine du sud et dans sa périphérie.

La priorité devient alors d'empêcher toute évolution susceptible de conduire à une séparation avec Taiwan, en particulier en s'opposant au développement et au déploiement du TMD. Le principe « d'une seule Chine » est posé comme base de toute négociation. Cette dernière est par ailleurs préférée à l'usage de la force. Pourtant, dans le livre blanc de février 2000, les hypothèses de recours à celle-ci sont énumérées de manière plus extensive que jamais ⁽⁸⁾.

Depuis le début de la décennie 90, la stratégie militaire chinoise s'est particulièrement intéressée à la préparation de plans militaires face à une menace sud-est, notamment dans le détroit de Taiwan. Fort des constats consécutifs aux conflits du Golfe et des Balkans, la priorité est devenue la constitution de forces de déploiement rapide pour gagner modernisation des forces terrestres conserve dans ce cadre une faible priorité. Les efforts se concentrent sur la constitution d'un noyau doté d'équipements récents et d'une mobilité opérative améliorée. L'armée se verrait alors réorganisée en trois composantes majeures : une entité de grande taille qui, dotée de matériels de génération intermédiaire, serait destinée à la sécurité intérieure ; une petite force de dissuasion susceptible de dissuader les autres puissances nucléaires ; des forces peu nombreuses mais dotées de moyens à haute technologie et susceptibles d'être employées dans les conflits régionaux.

3.2. Etat de l'armée chinoise

3.2.1. Evolution de sa doctrine

Cherchant à tirer profit de ses moyens surnuméraires et de son excellence technologique dans certains domaines, la stratégie chinoise tente de contraindre l'adversaire à venir à la table de négociations dans une situation favorable à la Chine.

Depuis dix ans et la fin des derniers soubresauts du maoïsme, la doctrine chinoise a très profondément évolué. On a constaté en effet un net revirement depuis « la guerre du peuple » du début de l'ère maoïste, guerre à grande échelle, jusqu'aux conflits régionaux et limités à la périphérie de la Chine. Ainsi, le modèle retenu est désormais celui

⁽⁸⁾ ce dernier prévoit en effet le recours à la force si les négociations en vue de la réunification étaient refusées par Taiwan.

de « défense active ». Il s'agit de pouvoir mener un conflit limité mais de haute technologie, pour lequel l'entraînement et la planification sont essentiellement consacrés aux scénarii de conflit de part et d'autre du détroit.

Les stratégies chinois ont été profondément marqués par les conflits du Golfe et du Kosovo et la démonstration de la supériorité technologique américaine. Elle leur apparaît comme le moyen de gagner une guerre sans affrontement direct ; le contrôle de l'espace et des systèmes d'information leur semblent des facteurs décisifs.

Face à une puissance maîtrisant ou possédant des technologies plus modernes, il est apparu nécessaire à Pékin de savoir tirer parti de la fenêtre d'opportunité que constitue la phase de montée en puissance des forces terrestres.

Ce « gain de l'initiative par la frappe en premier » apparaît comme le plus sûr moyen d'amener l'ennemi au retrait sans livrer bataille ou l'amener à une décision politico-diplomatique favorable à Pékin. Mais, il impose de savoir frapper au cœur des défenses ennemies grâce à des forces mobiles, de petite taille et dotées de matériels technologiques. Conscient de ses lacunes dans ce domaine, en partie par rapport aux industries occidentales, Pékin cherche à combler le retard par le renforcement de ses pôles d'excellence, ceux où il devrait lui être possible d'espérer raisonnablement surpasser l'ennemi potentiel d'ici moins de cinq ans (armes à tir stand-off, comme les Anti Ship Cruise Missile, Land Attack Cruise Missile ou Short Range Ballistic Missile). De plus, la RPC travaille aussi à combler son retard dans le domaine des

C4I ⁽⁹⁾ et place la guerre électronique parmi les moyens essentiels pour détruire ou neutraliser, sans livrer bataille, les systèmes opérationnels ennemis.

Ainsi réorganisées, équipées de moyens surnuméraires par rapport à ceux d'un ennemi ou d'une puissance régionale, les forces armées

⁽⁹⁾ commandement, control, communication, ?, information

chinoises pourraient alors contribuer à contraindre l'adversaire à venir à la table des négociations dans une position favorable aux visées chinoises. La crainte majeure de l'intervention d'une puissance tiers, nord-américaine par exemple, serait alors évitée.

3.2.2. Evolution de ses structures

Les réformes entreprises depuis cinq ans privilégient manifestement les missiles, les munitions navales, l'armée de l'air et la création d'une force terrestre de réaction rapide. Elles sont rendues possibles grâce à un effort budgétaire sans égale dans le monde. Le rythme de croissance des dépenses militaires y est supérieur à celui du produit national brut dans une économie en pleine mutation ⁽¹⁰⁾. La volonté affirmée vise à construire des forces d'élite capables de répondre rapidement à une crise régionale et de dominer les trois dimensions du champ de bataille et la guerre électromagnétique.

Dans le domaine des missiles, outre la croissance de la force de vecteurs de courte portée ou la modernisation des missiles intercontinentaux, la priorité paraît porter sur les missiles de croisière terrestres, en coopération avec la Russie.

Dans le domaine aérien, à l'issue de la programmation 2005, le rapport de force devrait s'inverser dans le détroit, le nombre d'avions de quatrième génération chinois dépassant celui possédé par Taiwan. En même temps, la capacité de ravitaillement en vol aura cru de manière significative avec plus de cent cinquante unités.

Pour l'armée de terre, l'effort de contraction des effectifs et d'amélioration de la disponibilité immédiate a déjà été considérable ces dernières années (diminution des effectifs de 500.000 hommes ; 15 des 75 divisions de manœuvre dites de réaction rapide).

(10) Croissance des dépenses militaires supérieure à 12%. Elles sont raisonnablement estimées à près de 35 milliards par an par l'IISS.

3.3. Les atouts taiwanais

La géographie des côtes et les éléments naturels (distance et météorologie) constituent un atout majeur pour Taiwan si l'île venait à affronter une action de force du continent.

En moyenne dans le monde, les études statistiques démontrent, qu'en proportion, les surfaces côtières où un débarquement est techniquement possible ne dépasse pas 20% (nature des fonds, pente des abords, marais, géographie des côtes...). Or, à Taiwan, prévalence de marais à l'ouest et de falaises à l'est oblige, la proportion est moindre encore.

A l'est, la chaîne de montagne constituerait sans doute un obstacle infranchissable pour une armée d'invasion alors qu'à l'ouest, en certains endroits, les marais s'étendent sur plus de trois kilomètres.

La météorologie n'est guère plus favorable entre d'une part une mousson qui dure de juillet à mai et d'autre part trois mois d'été où la mer reste très forte et les vents violents.

Enfin, ultime contrainte, les dimensions de l'espace aérien taiwanais limiteront toujours l'avantage quantitatif que pourrait à terme acquérir la Chine ⁽¹¹⁾.

3.4. Comparaison des systèmes de force

L'avantage quantitatif est clair pour Pékin. La RPC s'efforce par ailleurs d'acquérir la capacité à exploiter les vulnérabilités de ses ennemis

potentiels et des matériels susceptibles d'être engagés en mer de Chine du Sud.

Les programmes taiwanais majeurs annoncent clairement la volonté de dissuader et si nécessaire défaire une agression chinoise.

3.4.1. Les armées de terre

⁽¹¹⁾ David Shambaugh estime dans le numéro du printemps 2000 du Washington Quarterly que l'espace aérien ne permet à plus de 300 avions de voler simultanément.

Les forces terrestres chinoises ne représentent pas moins de 75 divisions de manœuvre dont un cinquième environ capable de se déployer rapidement sur le théâtre intérieur par train ou par route et susceptible d'être engagé sans renforcement ou entraînement supplémentaire. Il est généralement admis que seule une partie de ces unités pourrait être engagée face à Taiwan, essentiellement les unités stationnées dans les régions militaires de Nanjing et Guangzhou.

Depuis le conflit du Golfe Persique au début de la dernière décennie, un effort supplémentaire a été réalisé pour une redéfinition du rôle des forces spéciales auxquelles diverses tâches ont été assignées (localisation et destruction de moyens C4I, nœuds de communication, dépôts logistiques, capture ou destruction d'aérodromes, de moyens de défense sol-air).

Malgré d'indéniables qualités, l'armée de terre reste néanmoins marquée par de graves lacunes dans les domaines du recrutement, de la formation et de l'encadrement. Il y règne un népotisme hérité de l'ère maoïste. Les structures y pèchent par l'absence d'un corps des sous-officiers de carrière, pourtant depuis longtemps caractéristique majeure des armées les plus performantes.

Les forces terrestres taiwanaises, quantitativement limitées à 220.000 hommes sont disposées à 80% sur l'île même. Elles sont entraînées en permanence à faire face en priorité à une invasion

chinoise. Depuis 1997, elles ont été engagées, elles aussi, dans un effort de restructuration ambitieux visant à améliorer leur capacité opérationnelle et leur capacité de réaction rapide.

L'équipement des forces vise à doter les unités des matériels les plus performants sur le marché, qu'il s'agisse de chars (acquisition en cours de 450 M-60 A3), d'hélicoptères (acquisition en cours de 42 AH-1W et de 26 OH-58D Kiowa de reconnaissance) ou de missiles de défense sol-air à courte portée.

3.4.2. Les forces de missiles

La crise de 1995 1996 a déjà démontré combien Pékin compte faire de ses forces de missiles un élément incontournable de sa politique vis à vis de Taipei. C'est là d'autant plus un moyen de puissance et de pression sur la population et la classe politique taiwanaises que ce système d'armes reste un pôle d'excellence de la Chine.

Ainsi, dès 2007, l'armée de terre chinoise aura-t-elle déployé deux types de missiles de croisière ou balistiques à courte portée. Ils devraient être dirigés contre des infrastructures clés comme les aérodromes, les nœuds de communication et de renseignement, c'est à dire à même de gêner la capacité de Taipei à conduire des actions militaires.

D'ici 2005, tout en déployant un deuxième régiment de missile balistique à courte portée dans le sud-est du pays, la Chine devrait être en mesure de mettre en œuvre un nouveau modèle caractérisé par l'embarquement de techniques de navigation assistée par ordinateur pour en accroître la précision.

De plus, après avoir fait l'objet d'une priorité élevée dans le développement et la coopération avec la Russie pour acquérir des composants et technologies nouveaux, un missile de croisière entrerait en service. Grâce à un effort de recherche et développement considérable ces dernières années, une version aérienne du missile sera disponible dès 2005.

Pour faire face à cet arsenal de missiles chinois, les moyens taiwanais semblent limités. La première, et déjà ancienne, réponse fut la mise en œuvre du MADS (Modified Air Defense System), version améliorée du système d'armes Patriot américain. Mais, une confiance exclusive en ce système associé au BM/C3I paraît une impasse.

3.4.3. Les armées de l'air

L'armée de l'air chinoise se caractérise par l'apparence d'un géant et la réalité d'un outil aux qualités souvent dépassées faute d'équipements modernes.

La PLAAF (People Liberation Army Air Forces) peut certes aligner plus de 4500 avions de combat et 50 avions de transport, mais la réalité est tout autre. De plus, les contraintes d'espace aérien empêcheraient la Chine de tirer profit, dans le ciel taiwanais, de cet avantage numérique certain.

Le chasseur F10, avion de quatrième génération de production nationale, est encore en phase d'essai et ne devrait être mis en service avant la fin de l'actuelle décennie. Il sera équipé d'un radar actif, de missiles air-air, d'un système de tir au-delà du champ visuel et sans doute ravitaillable en vol. Le SU-27, avion de conception russe assemblé en Chine avec l'aide de techniciens russes, restera d'ici 2005, le seul avion équipant la PLAAF à même d'effectuer des missions significatives hors des frontières du continent. Encore faut-il noter qu'à cette date, la RPC n'en posséderait plus de 150, soit seulement 4% de sa flotte totale, chiffre à rapprocher des 300 avions de quatrième génération détenus par Taiwan.

Malgré la détention par la RPC de missiles air-air plus performants que les munitions taiwanaises (les AA-11 ARCHER et AA-10 ALAMO), malgré le développement d'un missile au-delà du champ visuel, la faible capacité de ravitaillement en vol des aéronefs chinois n'empêchera pas le maintien d'un rapport de force favorable aux forces aériennes taiwanaises jusqu'à 2005.

Dans les domaines du transport et de l'aérotransport, les moyens chinois restent limités (12 IL-76 CANDID et 50 Y-8 CUB qui devraient

être renforcés en cas de conflit majeur par de nombreuses réquisitions de transporteurs civils).

En face, et jusqu'à 2005 au moins, les forces aériennes taiwanaises impressionnent par la modernité de leur arsenal. Ce ne sont pas moins de 150 F-16 d'origine américaine armés des munitions les plus modernes (AIM-7M SPARROW SAR, AIM-9P4 et AIM-9S) ou encore 130 avions de chasse de conception nationale et de quatrième génération (c'est à dire principalement armés de systèmes de tir au-delà du champ visuel et de missiles actifs) et 60 Mirage 2000-5 (équipés de missiles MICA, à radar actif, et de missiles air-air MAGIC à autoguidage infrarouge).

Mais surtout, déjà détenu par Taiwan alors qu'il ne sera développé en Chine avant la fin de la décennie, un système d'Air Defense Early Warning est opérationnel. Il complète efficacement l'action des avions de quatrième génération et le réseau de missiles sol-air.

D'autre part, la défense aérienne sol-air met en œuvre un système très complet, qui décline les moyens les plus performants actuellement en service. Autour du système de base d'un Hawk amélioré, Taiwan s'est dotée d'un missile longue et moyenne portée, mobile ou fixe, dérivé du Patriot américain (le Tien Kung), mais aussi, dans un rôle anti-balistique du système MADS.

Au total donc, en considérant que les forces aériennes taiwanaises ne connaîtraient pas d'évolution significative avant 2005, ce n'est qu'à partir de cette date que les éléments du rapport de force évolueraient. Pourtant, l'ambition du programme d'équipement chinois, les incertitudes qui pèsent sur le développement économique régional pourraient compromettre à tout instant cette ambition.

3.4.4. Les marines

Reflet de l'importance de la question taiwanaise et de la nature et de la place des enjeux chinois en mer de Chine du Sud, la marine chinoise a

développé des moyens considérables par rapport à ceux de sa concurrente taiwanaise.

La flotte de sous-marins chinois est notamment d'un niveau nettement supérieur tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Elle est orientée principalement vers la lutte anti-surface à l'aide de mines, torpilles ou missiles à changement de milieu. Grâce à la coopération avec les chantiers navals russes, l'écart s'est récemment encore creusé avec l'acquisition de sous-marins russes de classe KILo et avec le développement de missiles de croisière, tous systèmes destinés à améliorer encore les aptitudes chinoises de lutte anti-surface. La capacité à contrôler les approches maritimes taiwanaises, à les miner est donc incontestable. En matière de transport amphibie, les capacités de la marine chinoise ne devraient pas à terme augmenter de manière significative.

Pour s'y opposer, la marine taiwanaise apparaît partiellement désarmée bien qu'en pleine évolution. L'acquisition de sous-marins reste une des priorités les plus élevées pour compléter les deux unités de conception récente (ZVAARDVIS, datant de la fin de la décennie 80 et de fabrication hollandaise). En surface, et malgré des efforts de modernisation (acquisition de frégates Lafayette et de frégates dérivées des frégates Perry américaines), de nombreux bâtiments datent de l'ère de la seconde guerre mondiale.

3.4.5. Les systèmes de renseignement

La fonction opérationnelle renseignement reste dans l'armée chinoise à l'état embryonnaire. Si les récents conflits, guerre du Golfe ou campagne aérienne du Kosovo, ont profondément marqué les élites militaires et les stratèges du continent, le programme en est dans ce domaine encore à ses débuts. Il se concentre d'abord sur les contre-mesures, l'étude d'une utilisation offensive contre des économies développées et informatisées et sur la logistique ou les systèmes C4I ennemis. Des sources ouvertes chinoises rapportent d'ailleurs que des scénarii incorporant des éléments de guerre de l'information ont été retenus dans de récents exercices de l'armée de terre chinoise ⁽¹²⁾.

Dans le domaine de la guerre informatique, la RPC paraît d'abord intéressée par les méthodes d'insertion des virus dans les réseaux étrangers. La guerre électronique fait quant à elle effort, à partir d'une nette coopération avec les firmes occidentales, sur les développements de technologies permettant l'acquisition de renseignement d'origine électromagnétique (R.O.E.M). Ainsi en attestent les programmes

(12) source La situation stratégique dans le détroit de Taiwan en 1999.

d'imagerie de reconnaissance, de drones ayant des capacités de brouillage. En complément de ces efforts d'équipement, une doctrine de contre mesures électroniques a été établie et des structures d'entraînement créées.

Enfin, l'armée chinoise s'est récemment lancée dans le développement de capacités de ciblage qui lui font actuellement défaut. A cet effet et d'ici 2005, des capteurs spatiaux seront lancés, des drones longue portée mis en service et des avions de type AWACS sur la structure des avions russes IL-76 vraisemblablement dotés de radar Skymaster. Il convient de se souvenir que, grâce à l'imagerie commerciale (SPOT, IRS indien, RADARSAT canadien) la Chine a déjà accès à des moyens de production de cartographie digitale pour le ciblage, le guidage missile et la préparation de mission.

Au total donc, le véritable risque dans le basculement du rapport des forces semble se situer dans la deuxième partie de la décennie en cours.

Si l'on excepte le domaine des missiles balistiques à courte portée dans lequel la Chine a fait de substantielles avancées par rapport à Taiwan, le rapport de force entre les deux entités s'est caractérisé ces vingt dernières années par une remarquable stabilité.

Cette capacité à frapper les points clés de l'île associée à une capacité à opérer efficacement un blocus de l'île en contrôlant ses principaux accès seront dans les années à venir les points forts de la RPC. Au-delà de 2005, fort de ses ambitions régionales affichées dès maintenant dans le domaine militaire (réduction de format et priorité à la projection),

la Chine pourrait certes jouer un rôle régional croissant. Pourtant, le modèle d'armée qui s'esquisse révèle encore trop de lacunes (forces aériennes, capacité amphibie...)

D'autre part, Taiwan possèdera alors en terme qualitatif des avantages certains avec ses trois cents avions de combat de quatrième génération, ses six frégates Lafayette, ses huit frégates Knox et ses huit frégates Perry. Le potentiel défensif taiwanais sera sérieusement amélioré du fait du réseau de défense aérien intégré (capacité de surveillance aérienne AEW, système de commandement et de contrôle...) ou des modernisations déjà programmées (chars de combat, artillerie autopropulsée, hélicoptères d'attaque...)

4.L'INCERTITUDE AMERICAINE

La superpuissance américaine demeure plus de vingt ans après le Taiwan Relations Act une des pièces essentielles de l'équation sino-taiwanaise et de l'équilibre dans le détroit. Cependant, malgré la volonté déclarée d'y mener une politique stabilisatrice, les récentes évolutions et la perception chinoise de la politique américaine sont susceptibles de conduire à terme à des incompréhensions majeures entre les acteurs régionaux. La marge de manœuvre de ces derniers paraît particulièrement étroite à l'heure de choix décisifs sur le Theater Missile Defense et sur la vente de systèmes intégrés de défense à Taipei.

4.1.Les vertus stabilisatrices de la politique américaine

Malgré de fréquentes déclarations à travers lesquelles Washington a affirmé refuser tenir un rôle d'arbitre, les Etats-Unis ont de facto assumé cette fonction. Les fondements de leur politique semblent d'ailleurs tendre vers cet objectif depuis le TRA et la reconnaissance de la République Populaire de Chine.

Après 1979, Washington a maintenu son attachement au principe d' « une seule Chine » tout en répétant avec forces convictions la

nécessité d'une résolution pacifique du différend. En même temps, et afin de veiller au maintien de l'équilibre régional, des armements performants sont vendus chaque année à l'île. D'ailleurs, encore très récemment, et réagissant aux propos du ministre chinois des affaires étrangères, un responsable américain de département d'Etat affirmait, sous couvert d'anonymat : « nous continuerons à remplir nos obligations de fournir du matériel de défense et des services pour permettre à Taiwan de maintenir une capacité suffisante pour se défendre, conformément à une politique et à une pratique de longue date »⁽¹³⁾.

Le dispositif en place et les déclarations qui lui sont associées se sont efforcés de contribuer à l'équilibre régional. Face aux changements régionaux depuis plus de vingt ans (démocratisation et renouvellement des élites à Taiwan, ouverture chinoise sur le plan économique) la pratique américaine a confirmé une volonté stabilisatrice.

La vente de cent cinquante F-16 à Taipei, en décembre 1992, a clairement démontré le respect américain des engagements contenus dans le Taiwan Relations Act et suggérés par les six garanties de 1982. La parité des appareils militaires, le maintien de la capacité taiwanaise à se défendre étaient clairement recherchés.

En 1995-1996, lors de la crise consécutive à la visite du président Lee à la Cornell University, malgré les atermoiements américains sur la question du visa du président et malgré une gestion parfois maladroite des évènements (explications et avertissements tardifs de la National Security Agency à destination de la RPC) , la politique étrangère américaine révélait une remarquable continuité. La priorité devint alors de réduire les tensions, notamment en facilitant une reprise du dialogue inter détroit et en recourant au procédé dit du « track II dialogue »⁽¹⁴⁾.

Au delà des nombreuses incompréhensions qui seront évoquées plus loin, et au delà d'une position américaine dont les nuances n'ont pas été toujours pleinement appréciées par Pékin, un élément supplémentaire d'incertitude a pu peser sur ces tensions. En effet, en octobre 1999, l'adoption d'un Taiwan Security Enhancement Act par la

commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, et de manière plus générale, la menace permanente d'un Congrès favorable à Taipei ont pu constituer pour Pékin une crainte permanente

(13) Cité par Jacques Isnard dans *Pékin met en garde Washington contre la livraison de systèmes antimissile sophistiqués à Taiwan*, Le Monde, 8 Mars 2001.

(14) recours à d'anciens diplomates ou personnalités américaines dans la facilitation de la reprise du dialogue inter détroit

dont on peut penser qu'elle a eu des vertus stabilisatrices. Madame Allbright, alors aux affaires au secrétariat d'Etat, affirmait pour sa part qu'une telle initiative parlementaire menaçait l'équilibre et la stabilité dans le détroit.

4.2. Les implications d'un TMD incluant Taiwan

Après le changement présidentiel intervenu en début d'année à Washington, la Chine a d'abord confirmé par la voix de son président dans un entretien avec la revue Foreign Affairs qu'elle était en attente, dans le détroit, d'une nouvelle politique, plus ferme et stratégique, moins soucieuse des stricts intérêts américains. Très rapidement d'ailleurs, la nouvelle administration Bush va devoir trancher certains débats en Asie, comme celui de la nature des ventes d'armes à Taipei au printemps 2001 (acquisition prévue de douze avions de patrouille maritime P-3 Orion, vingt-quatre hélicoptères d'attaque Apache, missiles embarqués anti surface Harpoon, torpilles MK.48 mais surtout livraison de plusieurs systèmes antimissile, avec l'équipement de commandement et de contrôle pour combattre la capacité chinoise balistique).

Les avertissements violents de Pékin à la veille de cette décision ⁽¹⁵⁾ et les mêmes antiennes répétées pour réagir au projet de développement d'un TMD incluant Taiwan ne présagent guère de retenue de la part de Pékin face aux rendez-vous les plus immédiats de l'agenda américain dans les relations triangulaires avec la Chine et Taiwan ⁽¹⁶⁾.

Malgré le discours américain sur la finalité de ce projet, à savoir dissuader les Etats voyous et faire face aux exigences d'une scène internationale où la conception classique de la dissuasion nucléaire

(15) le ministre chinois des affaires étrangères, Tang Jiaxuan, a cité un proverbe chinois estimant que Washington doit « veiller à maîtriser son cheval qui s'est emballé au bord du précipice ».

(16) le même affirmait le 27 juillet devant le 7^e forum de l'ASEAN à Bangkok que « ...de tels développements compromettent les efforts de construction de confiance régionale et aggravent l'instabilité dans la sécurité régionale. »

peut paraître dépassée, les conséquences semblent claires à Pékin dans le détroit : systématisation de l'engagement américain au profit de Taipei sur une scène régionale où les missiles balistiques constituent le pôle d'excellence de la RPC.

Les dénégations américaines n'empêchent pas Pékin de croire que l'arsenal nucléaire et balistique chinois est la véritable cible de cette entreprise et que les menaces nord-coréenne, irakienne ou de tout autre « Etat voyou » ne la justifient pas.

Elles ne suffisent pas à modifier la perception chinoise de la puissance américaine et à empêcher le développement d'une profonde incompréhension née par ailleurs des deux mandats consécutifs de M. Clinton et de sa politique asiatique.

4.3. La perception chinoise de l'engagement américain

Bien que rassurés par la visite du président Clinton en Chine en 1998, le conflit kosovar, les péripéties intérieures de Pékin et Taiwan (insurrections régionales au Tibet et au Xinjiang, secte Falun Gong exilé aux USA, campagne électorale taiwanaise et escalade verbale...) et les hésitations de la dernière décennie ont contribué à crispier la position chinoise et à créer une perception défavorable au dialogue.

Le fossé procède en premier lieu d'une dernière décennie qui, avec les deux mandats consécutifs de M. Clinton a créé les conditions d'une incompréhension. Le livre blanc chinois de février 2000 a ainsi

démontré que vaines étaient les tentatives américaines d'apaiser l'interprétation par Pékin des « trois non » ⁽¹⁷⁾ prononcés par M. Clinton en juin 1998.

La position américaine fut interprétée comme le signe d'une valse hésitation. Les Etats-Unis ont d'abord lié l'amélioration des liens commerciaux avec la RPC à la question des droits de l'homme, avant d'en abandonner l'idée. Puis, les revirements et les hésitations furent

⁽¹⁷⁾ cf. annexe 1

nombreuses, comme sur la question du visa accordé à M. Lee. Les négociations sur l'adhésion chinoise à l'OMC ont finalement abouti à un compromis dont la teneur démontrait combien les tensions commerciales auraient pu être évitées l'année précédente ⁽¹⁸⁾.

Auparavant et suite au « trois non » de M. Clinton, les déclarations américaines avaient créé le sentiment d'une rupture et la certitude que les prétentions chinoises de souveraineté sur Taiwan pourraient s'exprimer violemment et dans la fidélité à la définition chinoise de la relation à établir entre les deux rives du détroit.

De manière plus générale, la Chine semble manifester une véritable peur de l'hégémonisme américain. L'envoi d'un groupe aéronaval américain au large de Taiwan pendant la crise de 1995-1996, au détriment d'un exercice fort de diplomatie préventive fut d'abord durement pris comme une humiliation, rappel de la politique de la canonnière du 19^e siècle ⁽²⁰⁾. Depuis les événements dans les Balkans et le bombardement accidentel de l'ambassade de Chine, elle se considère même comme le seul garant de la conception « traditionnelle » de la puissance. L'intervention au Kosovo renforce dans les esprits chinois la probabilité d'une intervention américaine dans le cas d'un conflit sino-taiwanais.

Procédant de la même analyse de l'hyper puissance américaine et de sa volonté d'imposer son modèle, la Chine tend à se crispier sur ce qu'elle considère comme une tentative de forcer la démocratisation du continent. Elle en veut pour preuve la visite d'un président américain en Chine ne cessant de se comporter en professeur de philosophie

politique ou par ailleurs un président chinois en visite aux Etats-Unis où il est pris à partie par une opinion publique qui ne cesse de le

(18) C. Rice dans son article *Promoting the national interest* parle d'une ère Clinton où les accords et institutions internationaux ont été considérés comme une fin en eux-mêmes, au risque de parvenir à des accords non conformes à l'intérêt américain.

(20) Yu-Ming SHAW dans *US policy towards cross strait relations since 1979* considère même que cette politique a accéléré le programme chinois de modernisation militaire, y compris pour fabriquer ses propres porte-avions.

considérer comme une menace (sur les questions des droits de l'homme, de l'espionnage industriel ou de la prolifération nucléaire).

Enfin, près de deux mois après la prestation de serment de G.W. Bush et malgré les fréquentes affirmations de l'intérêt américain pour sa façade pacifique, se confirme l'inadaptation partielle de l'administration du département d'Etat à la question sino-américaine. Point de structure de dialogue permanent avec Pékin sur le modèle de la commission Gore-Tchernomyrdine qui existait sous la présidence Clinton. De même, ce n'est pas avant la fin mars que les premiers contacts officiels sino-américains de haut niveau se tiendront à Washington avec la visite du vice-premier ministre chinois.

CONCLUSION

Face à son adversaire taiwanais potentiel, la République Populaire de Chine paraît véritablement confrontée au paradoxe du temps. Les évolutions internes aux deux camps rendent plus improbable que jamais l'hypothèse d'une réunification à court terme.

Simultanément l'équilibre militaire semble évoluer régulièrement au profit d'un continent qui accède, en matière d'armement, à la maîtrise de matériels et de technologies de plus en plus performants. La diplomatie américaine ne vient d'ailleurs t-elle pas de reconnaître cette tendance en organisant fin janvier, et pendant cinq jours, l'exercice « Schriever 2001 » ? Un Etat rouge, la Chine, y menace un Etat

marron, Taiwan, qui demande l'aide d'un Etat bleu, les Etats-Unis. Le conflit imaginé revêt les formes les plus modernes, guerre spatiale déclarée en 2017.

A l'échéance des dix prochaines années, le scénario d'une action militaire chinoise contre Taiwan ne résiste pourtant pas à une analyse sérieuse des voies et moyens de la République Populaire de Chine.

L'affirmation du renouveau régional américain en Asie orientale peut néanmoins se révéler, à travers le projet de défense anti-missiles, un catalyseur qui, associé à la tendance chinoise à la rhétorique, pourrait conduire le continent à se trouver par inadvertance au pied du mur.

Annexe 1 : principaux accords et déclarations constituant le fondement des relations triangulaires entre la République Populaire de Chine, les Etats-Unis et Taiwan

LE TAIWAN RELATIONS ACT

Principaux articles du TRA défini en 1979 après la reconnaissance de la RPC par les Etats-Unis :

- **Section 3(a)** of the TRA instructs the U.S. government to make available « defense articles and services » to Taiwan, and « in such quantity as may be necessary to enable Taiwan to maintain a sufficient self-defense capability. »
- **Section 3(b)** notes that, « The President and the Congress shall determine the nature and quantity of such defense articles and services based solely on their judgement of the needs of Taiwan. »

THE SIX ASSURANCES

Assurances données le 14 juillet 1982 à la Chine par l'administration Reagan pour clarifier le sens du Taiwan Relations Act alors que les Etats-Unis s'apprêtent à vendre des armes à Taiwan.

- Specifically, the « Six Assurances » made clear that the United States :
- Had not agreed to set a date for ending arms sales to the Republic of China on Taiwan;
 - Had not agreed to hold prior consultations with the Chinese government on arms sales to the Republic of China on Taiwan;
 - Would not play any mediation role between Taiwan and China;
 - Had not agreed to revise the 1979 Taiwan Relations Act ;

- Had not altered its position regarding sovereignty over Taiwan ; and ;
- Would not exert pressure on the Republic of China on Taiwan to enter negotiations with the People's Republic of China.

THE THREE NO'S

Déclaration à la presse de M. Clinton au cours d'une visite d'Etat à Shanghai en 1998 :

« I had a chance to reiterate our Taiwan policy, which is that we don't support independence for Taiwan, or two Chinas, or one Taiwan, one China. And we don't believe that Taiwan should be a member in any organization for which statehood is a requirement. »

TAIWAN SECURITY ENHANCEMENT ACT

Le Taiwan Security Enhancement Act a été adopté le 26 octobre 1999 par la commission des affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis à une majorité de 32 voix contre 6 :

U.S. has never « ...adopted a formal position as to the ultimate status of Taiwan other than to state that status must be decided by peaceful means. Any determination of the ultimate status of Taiwan must have the express consent of the people on Taiwan. »

TSEA would increase the technical staff of the American Institute in Taiwan, and it would require the Administration to report on Taiwan's requests for defense articles. In addition, it would authorize, but not mandate, the sale of satellite early warning data, missile defense systems, modern air defense equipment, and naval defense systems (including submarines).

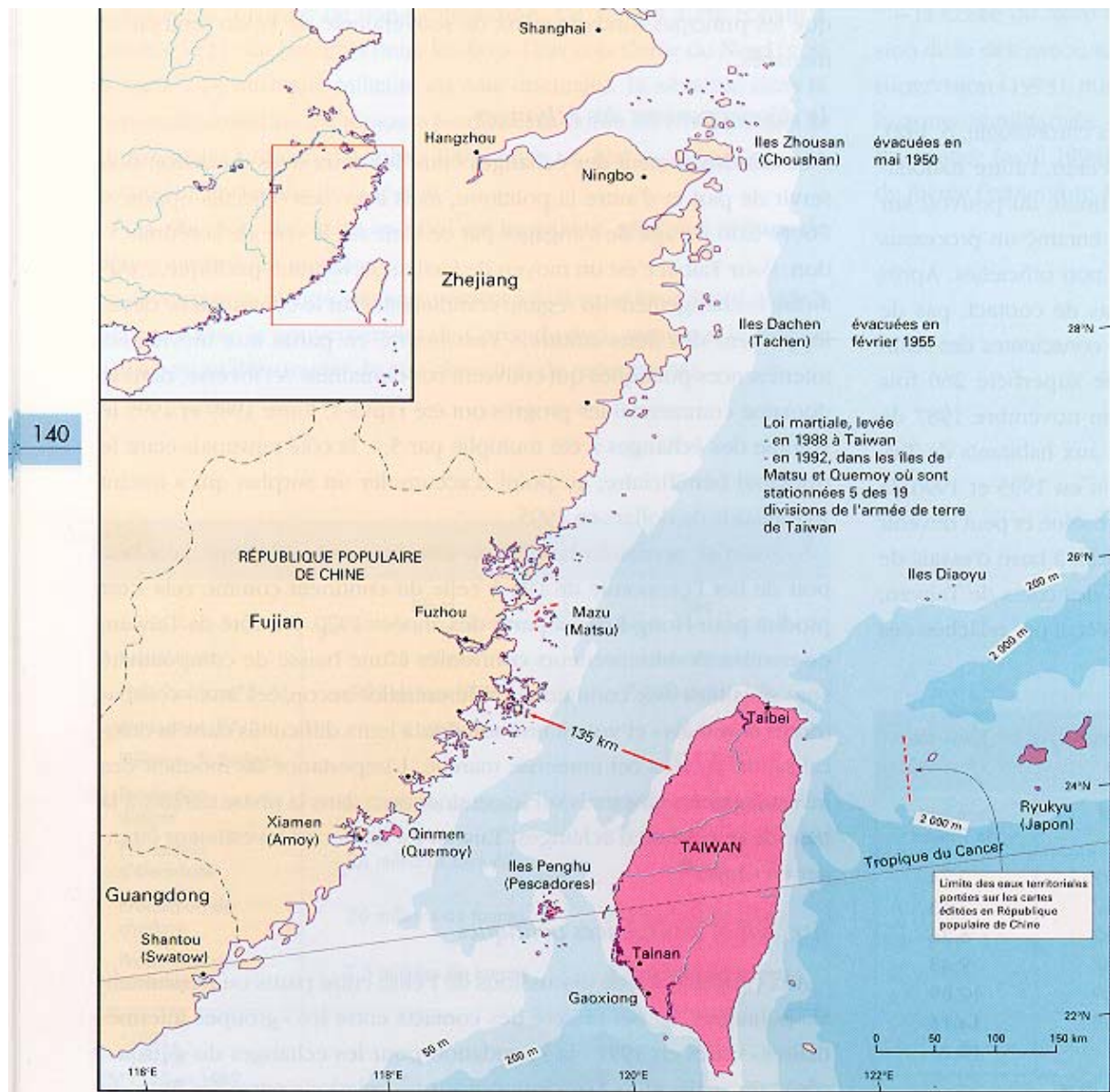
To address Taiwan's software needs, the TSEA instructs the Secretary of Defense to devise a plan to enhance programs with Taiwan's military

« for operational training and exchanges of personnel for work in threat analysis, doctrine, force planning, operational methods, and other areas. »

REACTIONS DE MADAME M. ALBRIGHT AU PROJET DE TSEA

« I am concerned that if it is enacted, it could yield results not intended by its authors, and that is undermining, not enhancing, Taiwan's security by upending the careful balance struck two decades in the TRA.... We will continue to implement faithfully our obligations under the TRA. And we will be asking Congress to support the administration's agreement to bring China into the World Trade Organization. If we do not, we will risk losing market access benefits and the right to enforce them through the WTO. We would also lose the opportunity to help move China further in the direction of openness and the rule of law. »

Annexe 2: Taiwan, Quemoy et Matsu face à la République Populaire de Chine.



Source : JAN Michel, *Atlas de l'Asie Orientale*, Seuil, Paris, 1997.

Références bibliographiques :

CABESTAN Jean-Pierre, *Taiwan Chine populaire, l'impossible réunification*, IFRI, Paris, 1995.

CENTRAL NEWS AGENCY, *Albright : US committed to TRA*, February 8, 2000.

FREEMAN Chas. W., *Preventing war in the Taiwan strait*, Foreign Affairs, July/August 1998.

GLOBAL INTELLIGENCE UPDATE, *Thinking about a Chinese invasion of Taiwan*, Foreign Affairs Opinion, 1 August, 1999.

HAASS N. and **LARDY** N., *The united States and China : a new framework*, Policy Brief n°25, Brookings Institute, October 1997.

HAASS Richard, *Five not-so-easy pieces, the debate on american foreign policy*, The Brookings Review, Washington, Spring 2000 Vol. 18 n° 2.

HAASS Richard, *Foreign policy in the age of primacy, an overview*, The Brookings Review, Washington, Spring 2000 Vol. 18 n° 4.

HALLORAN Richard, *The balance of power remains in Taiwan's favor*, International Herald Tribune, September 7, 1999.

INOUE Tadao, *Chinese military toward the 21 st century*.

JAN Michel, *Atlas de l'Asie Orientale*, Seuil, Paris, 1997.

LAMPTON David M. (dir.), *Managing U.S.-China relations in the twenty-first century*, The Nixon center, Washington, September 28, 1999.

MANNING Robert A., *Washington-Pékin-Taïpei : le triangle de verre*, in *Politique Internationale*, 2000, n° 88.

NEWS AND CURRENT EVENTS, *Congressional Committee passes TSEA*, Washington, 26 OCTOBER 1999

O'HANLON Michael, *Can China conquer Taiwan ?*, Fall 2000 issue of International Security, Brookings Institute, July 2000.

POWELL Colin L., *U.S. forces : challenges ahead*, Foreign Affairs, Winter 1992/1993.

RICE Condoleezza, *Campaign 2000 : promoting the national interest*, Foreign Affairs, January/February 2000.

SEGAL Gerald, *China's options against Taiwan are limited*, Foreign Affairs Opinion, 18 August, 1999.

SHAMBAUGH David, *Facing reality in China policy*, Foreign Affairs, January/February 2001.

SHAW Yu-ming, *U.S. policy towards cross strait relations since 1979 : retrospect and prospects*, Claremont Institute's conference on the Taiwan Relations Act, Pasadena, April 12, 1999.

TYLER Patrick, *The (ab)normalization of U.S.-Chinese relations*, Foreign Affairs, September/October 1999.

UNKNOWN, *Washington's role in cross-strait relations*, The China post, May 17, 2000.

US DEPARTMENT OF DEFENSE, *Annual Report on the military power of the RPC*, 2000.

US DEPARTMENT OF DEFENSE, *Report to Congress pursuant to the FY99 Appropriations Bill*, 1999.

WORTZEL Larry M., *Why the administration should reaffirm the six assurances to Taiwan ?*, The Heritage Foundation, N° 1352, March 16 2000.

Wortzel Larry M., *The president's policy challenges in Asia*, The Heritage Foundation ; N° 716, February 1 2001.

ZOELLICK Robert B., *A Republican Foreign Policy*, Foreign Affairs, January/February 2000.